

# Risques côtiers : passer de la science à l'action

Le futur des océans est à l'agenda des colloques universitaires de Cerisy-la-Salle (Manche). Des scientifiques confirment l'urgence de désurbaniser les côtes.

« Les risques côtiers ne sont pas liés au changement climatique : nous les avons créés. » L'histoire de l'urbanisation du littoral est bien connue en France. « La pression immobilière ne se relâche pas, avec toujours des formules « les pieds dans l'eau » », constate Catherine Meur-Férec, géographe à l'université de Brest (Finistère).

Lundi, à Cerisy-la-Salle (Manche), le colloque « Futur de l'océan » s'est attardé sur la question, sensible, des côtes exposées à la montée du niveau de la mer. De la population « dans le déni » aux élus tétanisés, « on parle de relocalisation, mais on ne la fait pas ».

**Un sujet « d'une grande complexité »**

Pas si simple toutefois, quand « il faut acheter avant de démolir. Les prix sont délirants, convient l'universitaire. C'est à nous, scientifiques,

d'aller au-devant des élus ».

C'est ce qu'a fait le Conservatoire du littoral, en Normandie, avec l'intercommunalité de Caen-la-Mer pour l'estuaire de l'Orne « très urbanisé et où la mer va revenir. Il a fallu dix ans de procédure, pour un mois et demi de travaux, à remettre en eau un polder de 20 hectares », témoigne Régis Leymarie, délégué du Conservatoire.

L'alerte concerne aussi les métropoles plus en retrait. « Les marées dynamiques refoulent les eaux des fleuves », prévient Stéphane Costa, de l'université de Caen. « À Rouen, des crues modérées provoquent des inondations, avec trois quarts des sites Seveso potentiellement sous l'eau », observe Benoît Laignel, universitaire haut-normand. À Nantes, le même phénomène sur la Loire provoque des fortes tensions sur les réserves d'eau potable.

Les Pays-Bas, « où 60 % du pays

est en zone inondable », ont un temps d'avance sur la France. « Les choix sont faits pour les dix ans à venir, explique Robert Slomp, du ministère de l'Eau néerlandais. Mais comme partout, ce sont les grandes catastrophes qui font bouger les choses. Depuis la grande crue de 1953 (NDLR : 2 500 morts), le pays dépense un milliard d'euros par an pour les digues. »

En France, « le sujet est d'une grande complexité pour les maires », reconnaît Catherine Meur-Férec. Les scientifiques pointent donc plusieurs urgences : des perspectives ciblées de la remontée des eaux à l'horizon 2050, simplifier le pilotage administratif et surtout entamer, dès maintenant, « la recomposition territoriale ». Il s'agit de la nouvelle sémantique, censée être plus acceptable pour la population, pour désigner la délocalisation des sites exposés.

**Christophe LECONTE.**



À Agon-Coutainville (Manche), des riverains veulent un prolongement de la digue pour protéger ce secteur exposé.

(PHOTO : THOMAS BREGARDIS, OUEST-FRANCE)